

## Lacq, en Béarn, son gaz, sa surmortalité



Le site de l'exploitation de gaz à Lacq, le 9 octobre 2013 (JEAN-PIERRE MULLER / AFP)

### **Un rapport de 2002, resté dans les tiroirs, pointe un taux excessif de cancers chez les riverains du bassin gazier. Une ONG presse le gouvernement d'agir.**

[Arnaud Gonzague](#) Publié le [10 mars 2016 à 07h01](#)

- 
- Voilà un nom que les moins de cinquante ans ont peu de chances de connaître : Lacq, petite commune des Pyrénées-Atlantiques, a été l'un des pourvoyeurs de gaz naturel français du milieu des années 60 jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Le fameux "gaz de Lacq" a doté les gazinières domestiques des Trente glorieuses, créé des milliers d'emplois et fait la fortune du bassin béarnais. Mais à Lacq, le gaz a aussi laissé des souvenirs moins positifs.

C'est ce que pointe [une étude de l'Institut de santé publique d'épidémiologie et de développement \(Isped\)](#), un institut qui dépend de la faculté de médecine de Bordeaux. Elle souligne qu'entre 1968 et 1998, les 22.000 riverains immédiats du bassin gazier ont subi une surmortalité anormale, qui apparaît en comparant leur risque de décès à celui des habitants résidant plus loin.

Et pire : cette surmortalité, qui surgit dans les statistiques à partir de 1976, n'a fait que s'aggraver au fil des décennies. "Le risque de décès" est ainsi "significativement plus élevé" (+30%) chez les

hommes au cours de la dernière période de l'étude, 1991-1998.

### **Cancers en explosion**

A quoi sont dues ces morts surnuméraires ? Les cancers en général ont bondi, souligne l'Isped, dans une zone pourtant à l'origine plus préservée des cancers que la moyenne nationale : "Alors qu'une tendance à la sous-mortalité [...] était notée [...] avant 1976, une inversion de tendance apparaît au cours du temps et aboutit à une surmortalité de 30 à 40% dans la période de 1991-98" pour ceux qui habitent le plus près du complexe gazier.

Vous aimez cet article ? Inscrivez-vous à la Newsletter de l'Obs

- Un type de cancer en particulier a explosé, celui des voies respiratoires : le risque de succomber à ce [cancer](#) est ainsi de +56% chez les hommes immédiatement riverains à partir de 1990 - même si les effectifs sont "faibles", note l'étude, donc statistiquement discutables.

Du reste, jamais l'Isped, qui n'a réalisé là qu'une "photographie" épidémiologique, ne pointe un lien de causalité entre les rejets de gaz dans l'atmosphère et la surmortalité locale. La question reste à trancher scientifiquement.



*Le président de Gaulle en visite sur le site de Lacq, en 1959 (AFP)*

### **Réticences**

Pourquoi cette étude réalisée en 2002 et qui a rejoint un confortable tiroir de la République, ne ressort qu'aujourd'hui ? Parce que son existence est arrivée aux oreilles de la Sepanso (Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest) des Pyrénées-Atlantiques à l'été 2014. "La Cour des comptes voulait nous auditionner et a mentionné cette étude dont nous n'avions jamais entendu parler, se souvient Michel Rodes, secrétaire de la Sepanso Aquitaine. J'ai

contacté l'Agence régionale de santé qui s'est montrée très réticente, mais a fini par nous adresser ce rapport." Finalement, la Cour des Comptes n'a publié sur la question qu'un (discret) [référé](#) en avril 2015.

Mais qu'en est-il de la santé des riverains depuis 1999 ? Aucune étude épidémiologique n'a fait suite à celle de 2002, "alors que la courbe de surmortalité n'a pas cessé d'être ascendante", pointe Cathy Soubles, vice présidente de la Sépanso 64. L'ONG interpelle d'ailleurs la ministre de la Santé [Marisol Touraine](#) pour que l'étude soit actualisée... et balaie d'un revers de main deux évaluations sanitaires réalisées en 2004 et 2013 ([en PDF ici](#)) qui ne pointent aucune surmortalité particulière. "Ces études ne sont pas sérieuses, car elle reposent sur les seules déclarations des industriels, qui ont été modélisées n'importe comment", soupire Michel Rodes.

Localement, le rapport de l'Isped ne fait pas, lui non plus, l'unanimité. Ce mercredi 9 mars dans les pages de "[La République des Pyrénées](#)" David Habib député (PS) des Pyrénées-Atlantiques et président de la communauté des communes de Lacq raille un "serpent de mer" et "une étude qui ne dit rien". Et appelle "à la réalisation de toute étude qui permettrait de vérifier qu'il n'existe aucune mise en danger des populations et des salariés". Mais si cette nouvelle étude "vérifiait" le contraire ?

**Arnaud Gonzague**

[Lacq - Etude géographique du risque sanitaire autour du site industriel de Lacq \(Isped\)](#) publié par [NouvelObs.com](#)

•

**Arnaud Gonzague**